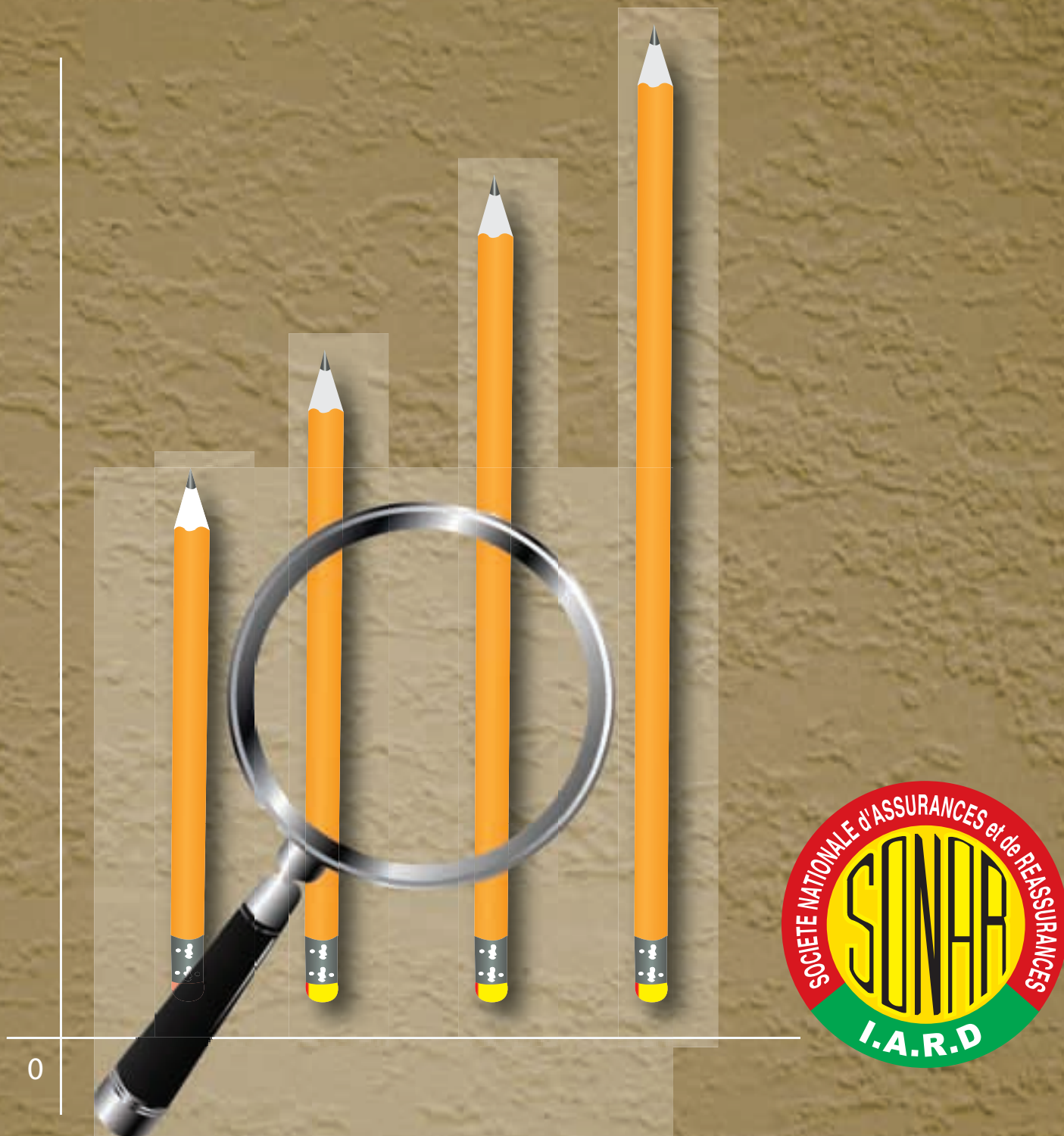


Rapport Annuel 2011 >> SONAR-IARD



On n'est jamais leader par hasard!

Membre du Réseau
International



Membre de GLOBUS





SOMMAIRE

Présentation du conseil d'Administration et de
l'équipe de direction.....4 et 5

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2011.....6

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE.....18

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.....20

BILAN.....22

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.....24

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.....26

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 08 MAI 2012.....27

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Amadou SANGARE

*PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION*



Administrateurs

Monsieur Adré BAYALA

Monsieur Francis OUEDRAOGO

Monsieur Appolinaire COMPAORE

Monsieur Karim TRAD

Monsieur Idrissa BARRY

Monsieur Paul Ismaël OUEDRAOGO

Monsieur Martin ZIGUELE

Monsieur Mamadou ZERBO

La Direction de SONAR-IARD



André BAYALA
DIRECTEUR GÉNÉRAL



Félix ILBOUDO
*DIRECTEUR GÉNÉRAL
ADJOINT*



Justice K. KAMBOU
*DIRECTEUR DE L'AUDIT
INTERNE ET DU CONTRÔLE
DE GESTION*



Issa KONSEIGA
*DIRECTEUR COMPTABLE
ET FINANCIER*



Boubacar G. TRAORE
*DIRECTEUR DE LA
PRODUCTION*



Hippolyte HIEN
*DIRECTEUR DE
L'INFORMATIQUE*



Adama ZOUNGRANA
*DIRECTEUR COMMERCIAL
ET MARKETING*



Abdou Hasine SALIA
*DIRECTEUR DES SINISTRES
ET DU CONTENTIEUX*



Emmanuel BADOLO
*DIRECTEUR DES
RESSOURCES HUMAINES
ET DE LA LOGISTIQUE*



Jean Marie Vianney BEYI
*DIRECTEUR DE SONAR
BOBO-DIOULASSO*



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2011

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre examen et approbation le présent rapport de gestion portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2011 qui s'est déroulé dans le contexte ci-dessous synthétisé.

□ **Au niveau international**, nous notons les événements ci-après :

- La perte par les Etats-Unis de leur note AAA, pour la première fois depuis de nombreuses années.
- La persistance de la crise des dettes souveraines en Europe avec comme conséquence la dégradation des notes de plusieurs pays par les agences de notation financière.
- L'élection pour la première fois d'une femme, Christine Lagarde, à la tête du Fonds Monétaire International, après la démission de son compatriote Dominique Strauss-Khan.
- La catastrophe nucléaire et le tsunami intervenus au Japon avec d'énormes pertes tant matérielles qu'en vies humaines.

□ **Au niveau africain**

- Le FMI prévoit pour l'Afrique Subsaharienne un taux de croissance de 5,2%, tirée par le Ghana et malgré la récession en Côte d'Ivoire. Cette relative bonne santé s'expliquerait par le faible niveau d'intégration de l'économie africaine dans les réseaux industriels et financiers mondiaux. La croissance du Maghreb connaît, par contre, un ralentissement en raison des crises politiques qui secouent cette région.

□ **Au niveau sous régional CEDEAO / UEMOA**, nous retenons :

- L'opérationnalisation du dispositif de surveillance du secteur financier dans la zone UEMOA.
- La crise postélectorale en Côte d'Ivoire qui a occasionné environ 3.000 morts, une grande insécurité et un dérèglement du secteur financier avec la fermeture des banques et la délocalisation temporaire de la BRVM à Bamako dans la première moitié de 2011.
- La normalisation de la situation politique en Côte d'Ivoire dans la seconde moitié de 2011, avec, comme corollaire, le renouvellement de la confiance en ce pays par les partenaires techniques et financiers et par les investisseurs..

□ **Au niveau du Burkina Faso**, nous relevons principalement :

- La crise sociale et les mutineries militaires et paramilitaires accentuées par des actes de vandalisme sur des personnes et des biens privés et publics au premier trimestre 2011. Cette situation a porté atteinte à l'image du pays, a induit une régression des flux touristiques et retardé la réalisation de certains investissements. L'économie reprendra, cependant, vers la fin de l'année comme l'a constaté une mission du département Afrique du FMI qui a séjourné au Burkina en septembre - octobre 2011 dans le cadre des discussions relatives à la troisième revue du programme économique et financier. Cette reprise de l'activité a été tirée par la hausse des investissements publics et privés et l'expansion de la production dans le secteur minier.
- L'Agence de notation Standard & Poor's a confirmé la note « B/B » pour la dette à court et à long terme du Burkina Faso pour l'année 2011.
- Le déficit céréalier de la campagne 2011-2012 annoncé par le Gouvernement a contribué à un renchérissement des prix à la consommation des produits de première nécessité vers le dernier trimestre 2011.

□ **Au niveau du secteur des assurances**, nous rappelons :

- La modification de l'article 13 du Code CIMA, consacrant le principe de l'assurance au comptant à partir du 1er octobre 2011 et fixant un délai d'apurement des arriérés dans le bilan des entreprises d'assurances au 31 décembre 2013. Ce nouveau dispositif indique aussi les exigences à respecter par les compagnies d'assurances en matière de diligence dans le règlement des sinistres.
- Le démarrage effectif des activités en début 2011 de Coris Assurances, une nouvelle société d'assurances sur le marché Burkinabè.

□ **Au niveau de la SONAR**, nous pouvons retenir :

- Le renouvellement de la Note A pour la troisième fois consécutive par l'Agence de notation financière Global Credit

Rating à SONAR –IARD.

- La reconfiguration du Conseil d'Administration avec l'entrée dans le capital d'un nouvel actionnaire, la Holding Alpha West Africa.

C'est dans ce contexte général que la SONAR IARD a conduit, au cours de l'année 2011, ses activités que nous résumons ci-dessous.

A- la situation comptable et financière de l'entreprise au 31 décembre 2011

La SONAR IARD a terminé l'année 2011 avec :

- un chiffre d'affaires de **9 033 291 911F CFA**
- une charge de sinistre de **3 262 634 065F CFA**
- des frais généraux de **2 803 920 815F CFA**
dont commissions : **698 307 195CFA**
- un résultat brut d'exploitation bénéficiaire de **565 074 535F CFA**
- un bénéfice net de **462 388 550F CFA**.

Les commentaires de ces chiffres se présentent comme suit:

I – RECETTES

(Crédit du Compte d'Exploitation Générale)

1°) Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires 2011, toutes branches confondues, est de **9 033 291 911F CFA**, contre **7 998 206 524 F CFA** en 2010. Il augmente de 12,94 % par rapport à l'exercice précédent et dépasse de 0,7% les prévisions budgétaires, comme le montre le tableau ci-après :

TABLEAU COMPARATIF DES CHIFFRES D'AFFAIRES 2010 ET 2011

BRANCHES	Réalisations 2010	PREVISIONS 2011	Réalisations 2011	Taux de Réalisation %	<u>C. A. 2011</u> C.A. 2010
AUTOMOBILE	2 839 381 716	3 290 000 000	3 211 735 394	97,62	1,13
INCENDIE ET MULTIRISQUES	1 043 458 995	1 200 000 000	909 128 803	75,76	0,87
TRANSPORT	929 502 305	960 000 000	773 883 352	80,61	0,83
RISQUES DIVERS	3 092 354 933	3 420 000 000	3 414 202 074	99,83	1,10
dont : Maladie (Assurance Santé)	607 867 377	800 000 000	738 865 833	92,35	1,21
R C Général	435 178 927	500 000 000	242 718 129	48,54	0,55
Vol	159 969 212	180 000 000	129 189 714	86,12	0,80
Indiv. Accident	97 808 255	140 000 000	126 350 225	90,25	1,29
Autres Risques	1 791 531 162	1 830 000 000	2 177 078 173	118,96	1,21
TOTAL ASS. DIRECTE	7 904 697 949	8 870 000 000	8 308 949 623	93,67	1,05
ACCEPTATIONS	93 508 575	100 000 000	724 342 288	724,34	7,74
TOTAL GENERAL	7 998 206 524	8 970 000 000	9 033 291 911	100,70	1,12

Le taux de réalisation du budget est de 100,70% avec une hausse de 12 % par rapport aux réalisés de 2010. Cette performance s'explique par le montant exceptionnel des acceptations dont le budget est réalisé à 724,34%.

Le chiffre d'affaires de l'assurance directe quant à lui est réalisé à 93,67%.

L'analyse par branche se présente comme suit :

• **AUTOMOBILE :**

Cette branche a un chiffre d'affaires en 2011 de 3 211 735 394 FCFA en hausse de 13% comparé à 2010 et correspondant à un taux d'exécution budgétaire de 97,62%.

Ce niveau de réalisations budgétaires s'explique essentiellement par la sortie de certains clients du portefeuille, du fait du non renouvellement de leurs polices pour raison d'arriérés

• **INCENDIE ET MULTIRISQUES :**

Cette branche a enregistré une baisse de 13% en 2011 comparé aux réalisés de 2010 avec un taux d'exécution budgétaire de 75,76%. Cette baisse est due en grande partie au changement d'échéance de contrats qui se renouvellent en Octobre et qui, maintenant, se renouvellent au 1er janvier.

• **TRANSPORT :**

La branche Transport enregistre une baisse de 17 % entre 2010 et 2011 avec un taux d'exécution budgétaire de 80,61 % en 2011.

Cette contre performance s'explique entre autres par les facteurs suivants :

- les crises socio politiques et financières évoquées dans le contexte national et sous régional, en début d'année 2011, qui ont contribué à la réduction du volume des importations ;
- l'arrêt d'activités de certains clients;
- la persistance de la sous tarification;
- le phénomène de la fraude ;
- la baisse de la prime de renouvellement d'un important client.

• **RISQUES DIVERS :**

Les Risques Divers augmentent de 10 % par rapport à l'exercice 2010, avec une réalisation de 99,83% de nos prévisions budgétaires.

Ce taux est impacté par une croissance des sous branches : Maladie (21,55%), Individuelle Accident (28,23%) et Autres Risques (21,52%).

• **ACCEPTATIONS :**

Les acceptations ont fortement augmenté en 2011 grâce aux primes reçues de la Convention Mutualiste de Globus Ré.

La Structure du Portefeuille se présente comme suit en 2011 :

STRUCTURE DU PORTEFEUILLE

BRANCHES	C. A . 2010	Poids %	C. A . 2011	Poids %
AUTOMOBILE	2 839 381 716	35,50	3 211 735 394	35,55
R C	2 043 392 651	25,31	2 198 455 577	24,33
Dommages	814 989 065	10,19	1 012 997 459	11,22
INCENDIE ET MULTIRISQUES	1 043 458 995	13,04	909 128 803	10,06
TRANSPORT	929 502 305	11,62	773 883 352	8,56
Aviation	330 768 546	4,14	197 419 066	2,18
Facultés	598 733 759	7,48	576 464 286	6,38
RISQUES DIVERS	3 092 354 933	38,67	3 414 202 074	37,79
Vol	159 969 212	2,00	129 189 714	1,43
Dommages Corporels	97 808 255	1,23	126 350 225	1,39
R C Général	435 178 927	5,44	242 718 129	2,69
Risques techniques	160 926 946	2,02	140 571 707	1,55
Maladie	607 867 377	7,60	738 865 833	8,18
Risques spéciaux	1 538 039 324	19,22	1 967 540 057	21,78
Autres dom. aux biens	92 564 982	1,16	68 966 409	0,76
TOTAL ASS. DIRECTE	7 904 697 949	98,83	8 308 949 623	91,98
ACCEPTATIONS	93 508 575	1,17	724 342 288	8,02
TOTAL GENERAL	7 998 206 524	100	9 033 291 911	100

L'**Automobile**, avec une part de 35,55%, voit sa contribution dans le chiffre d'affaires maintenue en deuxième position. **Les Risques Divers** viennent toujours en première position avec une part de 36,96%. L'**Incendie et Multirisques** 10,06% et le **Transport** 9,41%.

2°) Les Provisions de Primes :

Les Provisions pour Risques en Cours à la clôture de 2011 s'élèvent à 3 473 883 028 FCFA contre 3 018 617 914 FCFA en 2010, en augmentation de 15,08%.

Les Provisions pour Annulations de Primes baissent de 43,85 %, soit 23 265 971 FCFA à la clôture de 2011 contre 41 437 126 FCFA en 2010. La faiblesse des annulations de 2011 explique cette baisse.

3°) La Réassurance :

Les primes cédées en réassurance se situent en 2011 à 3 887 608 539 F CFA contre 3 889 355 412 F CFA en 2010. Le taux de cession des primes baisse de 48,62 % en 2010 à 43,03% en 2011, en relation avec la création de Globus Ré.

4°) Les Primes acquises à l'exercice :

Après déduction des primes cédées et la part des Réassureurs dans les provisions pour risques en cours, les Primes Acquises nettes de l'exercice sont de 4 561 357 819 F CFA contre 3 648 356 818 FCFA en 2010.

5°) Les Produits :

*Les Produits Financiers

Les produits financiers en fin 2011 s'élèvent à 878 078 046 FCFA, en hausse de 21,16 % par rapport aux 724 667 111 de 2010 FCFA.

***Les Autres Produits**, qui sont des commissions de coassurance, sont de 73 714 151 F CFA en 2011 contre 31 666 749 FCFA en fin 2010, soit une hausse de 132,78%.

II – DEPENSES :

(Débit du Compte d'Exploitation Générale)

1°) Sinistres :

Au 31 Décembre 2011, nous avons payé un montant total de sinistres, toutes branches et tous exercices de survenance confondus, de 2 080 415 316 F CFA contre 2 075 889 280 F CFA en 2010, soit une très légère hausse de 0,2 %. L'Automobile à elle seule représente près de 54% des paiements.

Par rapport à nos prévisions budgétaires 2010, nous avons réalisé en sinistres payés 102 % comme le montre le tableau suivant :

TABLEAU COMPARATIF DES SINISTRES PAYES 2010 ET 2011

BRANCHES	Réalisations 2010	Prévisions 2011	Réalisations 2011	Taux de Réalisation %	<u>Réal 2011</u> Réal 2010
AUTOMOBILE	1 026 679 456	1 120 000 000	1 123 327 219	100,29	1,09
INCENDIE ET MULTIRISQUES	154 053 668	160 000 000	285 988 205	178,74	1,85
TRANSPORT	283 357 182	235 000 000	76 166 619	32,41	0,26
RISQUES DIVERS	653 628 722	715 130 000	585 029 320	81,80	0,89
dont : Maladie	377 535 107	319 000 000	510 538 998	160,04	1,35
R C Général	160 960 447	200 000 000	24 797 207	12,39	0,15
VOL	0	5000 000	9137 500	182,75	-
Indiv. Accident	108 158	130 000	1 786 385	1374,14	16,51
Autres Risques	115 025 010	191 000 000	38 769 230	20,29	0,33
TOTAL ASS. DIRECTE	2 117 719 028	2 230 130 000	2 070 511 363	92,84	0,97
RECOURS (*)	11 412 227		17 792 770		
ACCEPTATIONS	12 931 754	12 000 000	48 048 578	82,53	0,76
PARTICIPANTS AUX EXCEDENTS (*)	46 999 900		32 276 856		
PARTICIPATIONS BENEFICIAIRES	3 650 625		11 925 000		
TOTAL GENERAL	2 075 889 280	2 242 130 000	2 080 415 315	92,78	1,002

(*) A déduire

2°) Provisions pour Sinistres à Payer :

Les provisions pour sinistres à payer s'élèvent à la fin de l'exercice à 8 414 109 200 FCFA contre 7 231 890 451 F CFA en fin 2010 soit une hausse de 16,34%.

3°) Réassurance :

Les sinistres payés à la charge des Réassureurs sont de 217 754 192 F CFA en 2011, contre 424 457 996 F CFA en 2010. Les provisions pour sinistres à payer à la charge des Réassureurs sont de 1 557 686 848 F CFA à la clôture de 2011 contre 1 100 847 041 FCFA en 2010.

4°) Charge de sinistres :

Après déduction de la part des Réassureurs dans les sinistres payés et provisions pour sinistres à payer, la charge nette de sinistres 2011 est de 2 588 040 066 F CFA avec un taux de sinistralité nette de 56,73% contre 1 738 038 797 FCFA et un taux de sinistralité de 47,63% en 2010.

5°) Frais Généraux :

Le budget de fonctionnement 2011 a été exécuté à 94,86. % et correspond à 93 % du réalisé de l'exercice précédent 2010. Le détail est résumé dans le tableau ci-dessous :

EXECUTION DU BUDGET 2011

CHAPITRES	Réalisations 2010	Prévisions 2011	Réalisations 2011	Taux de Réalisation %	<u>Réal 2011</u> Réal 2010
Frais de personnel	927 145 624	973 738 167	874 799 211	89,83	0,94
Impôts & taxes	185 468 014	199 428 070	184 463 920	92,49	0,99
Trav. Fres. & Sces. Ext.	278 106 598	333 103 283	438 195 249	131,54	1,57
Transport & Déplts	19 609 600	27 500 000	32 645 165	118,70	1,66
Commissions & Ctages	1 005 777 417	798 300 000	698 307 195	87,47	0,69
Frais Div. de gestion	384 420 419	425 071 428	393 561 750	92,58	1,02
Frais financiers.	62 876 836	74 575 000	64 416 390	86,37	1,02
TOTAUX.	2 863 404 508	2 831 715 948	2 686 388 880	94,86	0,93

L'analyse par chapitre est la suivante :

- Frais de personnel :

Les frais de personnel enregistrent une baisse de 6% par rapport à 2010, due au départ de deux cadres, et représentent 89,83 % des prévisions budgétaires..

- Impôts et Taxes :

Nous constatons au niveau de ce chapitre une baisse de 1% par rapport à l'exercice 2010, due à la baisse de la Taxe Patronale et d'Apprentissage (TPA), et une réalisation de 92,49% par rapport aux prévisions budgétaires.

- Travaux, Fournitures et Services Extérieurs :

Ce chapitre a une réalisation de 131,54 % comparée aux prévisions budgétaires et est en hausse de 57% par rapport à l'exercice 2010. Cette hausse est surtout induite par l'inscription dans ce poste de la rémunération du Directeur Général et de son Adjoint, suite à la requalification de leur traitement en honoraires.

- Transport et Déplacement :

Ce poste est exécuté à 118,70% et dépasse le réalisé de 2010 de 66% en raison des frais de voyage des Administrateurs résidants hors du Burkina et de l'augmentation du prix des transports.

- Commissions et Courtages :

Ce poste s'élève à 698 307 195 FCFA qui font 87,47 % des prévisions budgétaires et accuse une baisse de 31% sur le montant de 2010. Cette baisse provient de l'annulation de certaines commissions indues.

- Frais Divers de Gestion :

Le montant exécuté est en hausse de 2% comparé à l'exercice 2010 mais les frais divers de gestion sont réalisés à 92,58 par rapport au budget.

- Frais Financiers :

Les Frais Financiers connaissent un taux d'exécution de 86,37.% et sont en hausse de 2% par rapport à 2010, hausse induite par les intérêts versés sur les dépôts des réassureurs et les frais des transferts et virements au profit de ces derniers.

6°) Amortissements et Provisions :

Le montant des amortissements en 2011 est de 181 948 325 FCFA, en hausse de 30,76.% sur 2010, compte tenu de l'amortissement des nouvelles immobilisations.

Aucune dotation aux provisions n'a été constatée.

7°) Part des réassureurs dans les frais généraux :

La part des Réassureurs dans les frais généraux est de 631 182 150 F CFA.

8°) Solde du compte d'exploitation générale :

Du rapprochement du Débit et du Crédit du compte d'exploitation générale, il se dégage un résultat brut d'exploitation bénéficiaire de 565 074 535 F CFA.

III – COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS :

☐ Profits sur exercices antérieurs :

Ce poste enregistre 18 556 176 FCFA au titre de régularisations faites sur les coassurances (16 853 614 FCFA), le téléphone (1 124 229 FCFA) et divers (578 333 FCFA).

☐ Reprises sur provisions :

Ce poste dont le montant s'élève à 1 817 872 FCFA et est une reprise de provision sur le compte courant de la sous agence de Gaoua.

☐ Profits exceptionnels :

Les profits exceptionnels, d'un montant de 70 336 576 F CFA comprennent :

- sauvetages en sinistres : + 550 000 FCFA
- subventions : 8 990 450 FCFA
- profits de change : 59 944 923 FCFA
- autres profits : 851 203 FCFA

☐ Dégrèvement d'impôts:

Ce poste, d'un montant de 224 272 FCFA est une régularisation de la Taxe Patronale et d'Apprentissage.

☐ Plus values de cession:

Les plus values sur cession, d'un montant de 3 443 425 FCFA concernent des cessions de véhicule (3 000 000 FCFA), de moto (200 000 FCFA), d'ordinateurs (203 425 FCFA) et de matériels divers (40 000 FCFA).

☐ Pertes sur exercices antérieurs :

Les pertes sur exercices antérieurs d'un montant de 12 170 723 FCFA portent sur des agios 2010 (744 842 FCFA), des régularisations de réassurance et de co assurance (8 333 984), de téléphone (986 301 FCFA), d'honoraires 2010 d'Avocats (1 180 000 FCFA) et divers (925 596 FCFA).

☐ Pertes exceptionnelles :

Il s'agit d'une régularisation des encaissements pour un montant de 22 083 F CFA.

☐ Impôt sur les sociétés (IS)

L'impôt sur les sociétés de 2011 est de 184 871 500 F CFA.

☐ Bénéfice de l'exercice :

Le bénéfice net de l'exercice 2011 est de **462 388 550 FCFA**

IV – BILAN :

Le total du Bilan avant affectation de résultat est de **20 935 299 249 F CFA** contre 17 667 168 307 F CFA en 2010. Il est en hausse de **18,49 %**.

V – RATIOS PRUDENTIELS DE LA CIMA :

1°) Marge de Solvabilité :

La marge de solvabilité est excédentaire de 2 269 622 743 F CFA.

2°) Couverture des engagements réglementés :

Nos engagements réglementés sont couverts à 120,69% en tenant compte des règles de dispersion.

VI – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE DU RAPPORT DE GESTION

L'obligation faite aux dirigeants d'exposer les événements importants survenus entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes dans le rapport de gestion tire son essence juridique des articles 49 et 71 du Droit Comptable OHADA. A ce titre, aucun événement postérieur pouvant remettre en cause les états financiers qui vous sont soumis n'a été constaté.

VII - CONCLUSION :

Quoique marquée en ses débuts par des incertitudes sous régionales et nationales, notamment la crise post électorale en Côte d'Ivoire, la crise interne au Burkina et l'installation d'une nouvelle société concurrente sur le marché, l'année 2011 se termine dans de bonnes conditions. Bien évidemment, les effets conjugués de ces crises et l'entrée en vigueur de l'article 13 nouveau du Code CIMA n'ont pas permis d'atteindre certaines projections budgétaires dont notamment le résultat prévisionnel. Nous enregistrons cependant un résultat net d'impôt de **462 388 550 FCFA** en progression de **55,60%** sur celui de l'exercice 2010 qui était de 297 160 161 FCFA.

Concernant le bénéfice disponible (report à nouveau auquel s'ajoute le résultat de l'année), nous proposons la répartition ci-après :

Bénéfice net de l'année :	462 388 550
Réserve légale (10%)	0
Solde restant	462 388 550
Report à nouveau	33 863 944
Bénéfice disponible :	496 252 494
Dividende brut (2800 *144000)	403 200 000
- dont IRVM de 12.5% de 403 200 000)	50 400 000
- dividende net (2450*144000)	352 800 000
Solde restant	93 052 494
Réserves facultatives	50 000 000
Report à nouveau	43 052 494

Nous remercions le personnel pour ses efforts soutenus et son professionnalisme, le Commissaire aux Comptes pour ses diligences, notre clientèle pour sa fidélité et vous tous, chers actionnaires, pour votre confiance en notre société.

Le Conseil d'Administration

Quelques Photos de SONAR Actu,
le bulletin interne de la SONAR



Dîner de présentation de vœux 2012



Inauguration du nouveau hall de production



8 mars : Journée Internationale de la Femme.
Les Femmes de la SONAR chez le Directeur Général

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

D E B I T			
DESIGNATIONS	OPERATIONS BRUTES	CESSIONS	OPERATIONS NETTES
Prestations et frais payés	2 080 415 316	217 754 192	1 862 661 124
Provisions de sinistres à la clôture	8 414 109 200	1 557 686 848	6 856 422 352
Provisions de sinistres à l'ouverture	7 231 890 451	1 100 847 041	6 131 043 410
Prestations et frais de l'exercice	3 262 634 065	674 593 999	2 588 040 066
Commissions de l'exercice	698 307 195		
AUTRES CHARGES			
Frais de personnel	874 799 211		
Impôts et taxes	184 463 920		
Travaux fournitures et services extérieurs	438 195 249		
Transport et déplacement	32 645 165		
Frais divers de gestion	393 561 750		
Dotations aux amortissements	181 948 325		
Dotations aux provisions	0		
Autres charges de l'exercice	2 105 613 620		
Commissions et charges de l'exercice	2 803 920 815	631 182 150	2 172 738 665
CHARGE DES PLACEMENTS			
- Frais financiers:	0		
sur titres	15 036 702		
sur immeubles de placement	0		
autres frais	49 379 688		
-Dotations aux amt des valeurs de plct	122 880 360		
	187 296 750		187 296 750
RESULTAT D'EXPLOITATION			565 074 535
			5 513 150 016

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

C R E D I T			
DESIGNATIONS	OPERATONS BRUTES	CESSIONS	OPERATIONS NETTES
Primes et accessoires (nets d'annul.)	9 033 291 911	3 887 608 539	5 145 683 372
Provisions pour risques en cours à l'ouverture	3 018 617 914	258 471 939	2 760 145 975
Provisions pour risques en cours à la clôture	3 473 883 028	111 240 345	3 362 642 683
Provisions pour annulat° de primes à l'ouverture	41 437 126	0	41 437 126
Provisions pour annulat° de primes à la clôture	23 265 971	0	23 265 971
<u>Primes de l'exercice</u>	8 596 197 952	4 034 840 133	4 561 357 819
PRODUITS FINANCIERS			
Sur titres	485 671 751		
Sur immeubles de placement	273 275 496		
Autres produits	119 130 799		
	878 078 046		878 078 046
AUTRES PRODUITS			
Produits accessoires	73 714 151		73 714 151
travaux faits par l'entreprise pour elle même - charges non imputable à l'exploitation de l'exercice			
			5 513 150 016

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT		CREDIT	
LIBELLES	MONTANT	LIBELLES	MONTANT
		Profit d'exploitation de l'exercice	565 074 535
Pertes sur exercices ant	12 170 723		
		Profits sur exercices antérieurs	18 556 176
Pertes exceptionnelles	22 083		
Rappel d'impôt	0	Reprise sur provisions	1 817 872
		Profits exceptionnels	70 336 576
Arriérés en perte	0		
		Degrevement d'impôt	224 272
Differences de change	0		
		Plus value de cessions	3 443 425
Impôts sur les bénéfices	184 871 500		
Bénéfice de l'exercice	462 388 550		
	659 452 856		659 452 856

ASSURANCE MULTIRISQUE HABITATION

“ Votre habitation et son contenu protégés...
ayez l'esprit tranquille! ”



B I L A N AU 31 DECEMBRE 2011

A C T I F				
DESIGNATIONS	MONTANTS BRUTS	AMORTIS. ET PROVISIONS	MONTANTS NETS	TOTAUX PARTIELS
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				78 335 658
-Brevets et licences	292 077 819	213 742 161	78 335 658	
	292 077 819	213 742 161	78 335 658	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				2 166 508 618
-Terrains	876 817 582		876 817 582	
-Immeubles bâtis	3 138 165 992	2 482 420 001	655 745 991	
-Materiels de transport	220 360 000	180 515 567	39 844 433	
-Mobiliers	129 355 108	108 706 902	20 648 206	
-Materiels	796 065 609	706 369 393	89 696 216	
-Agenc.Amenag.Installat.	747 485 503	268 709 313	478 776 190	
-Immobilisations en cours	4 980 000	0	4 980 000	
	5 913 229 794	3 746 721 176	2 166 508 618	
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES				7 474 666 855
-Titres & Obligations	3 637 710 000		3 637 710 000	
-Prêts au personnel et autres	267 874 411		267 874 411	
-Dépôts et cautionnements	3 894 397		3 894 397	
-Titres de participation	3 166 418 109		3 166 418 109	
-Espèces chez les cédantes	398 769 938		398 769 938	
	7 474 666 855	0	7 474 666 855	
PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES				1 668 927 193
-Provisions de primes	111 240 345		111 240 345	
-Provisions pour sin.à payer	1 557 686 848		1 557 686 848	
	1 668 927 193		1 668 927 193	
VALEURS REALISABLES ET DISPONIBLES				9 546 860 925
-Comptes courants cessionnaires	162 397 681		162 397 681	
-Comptes courants cédants	282 743 866		282 743 866	
-Comptes courants coassureurs	20 319 883		20 319 883	
-Créances sur les assurés	4 088 330 851	0	4 088 330 851	
-Personnel	78 761 100		78 761 100	
-ETAT	180 573 409		180 573 409	
-Filiales	85 857 794		85 857 794	
-Débiteurs divers	264 349 284	13 001 647	251 347 637	
-Comptes de régularisation ACTIF	465 551 094		465 551 094	
-Banques CCP et titres échus	3 916 075 953		3 916 075 953	
-Caisses	14 901 657		14 901 657	
	9 559 862 572	13 001 647	9 546 860 925	
TOTAL GENERAL				20 935 299 249

B I L A N AU 31 DECEMBRE 2011

PASSIF		
DESIGNATIONS	MONTANTS	TOTAUX PARTIELS
<u>CAPITAUX PROPRES ET RESERVES</u>		3 532 419 184
-Capital social	1 440 000 000	
-Réserves légales	341 514 788	
-Réserves facultatives	1 717 040 452	
-Report à nouveau	33 863 944	
	3 532 419 184	
<u>DETTES A LONG ET MOYEN TERMES</u>		1 305 381 782
-Dettes pour espèces remises par réassureurs	1 305 381 782	
<u>PROVISIONS TECHNIQUES</u>		11 911 258 199
-Provisions pour sin.à payer	8 414 109 200	
-Provisions de primes	3 497 148 999	
	11 911 258 199	
<u>DETTES A COURT TERMES</u>		3 723 851 534
-Comptes courants des cessionnaires	1 642 883 785	
-Comptes courants coassureurs	546 009 990	
-Apporteurs (commissions dues)	661 099 939	
-Personnel	1 696 632	
-ETAT	724 549 467	
-Dividendes	178 500	
-Crediturs divers	52 799 875	
-Comptes de régularisation PASSIF	94 633 346	
	3 723 851 534	
<u>RESULTATS</u>		462 388 550
-Bénéfice de l'exercice	462 388 550	
TOTAL GENERAL		20 935 299 249



RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en conformité avec les dispositions légales, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, portant sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SONAR IARD,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Etats financiers soumis à notre audit

Les états financiers soumis à notre audit ont été arrêtés par le conseil d'administration de votre société et font apparaître des capitaux propres s'élevant à 3 532 millions de F/CFA et un bénéfice net de l'exercice de 462 millions de F/CFA.

Ces états financiers ont été établis comme l'exercice précédent en application des règles et méthodes édictées par le Code des Assurances et l'OHADA.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La Direction Générale de la SONAR IARD est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Code des Assurances et l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- l'analyse et l'évaluation des procédures de contrôle interne,
- la révision des comptes,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

1. Opinion sur les comptes annuels

Les travaux effectués sur les comptes n'ont pas révélé l'existence d'erreurs ou anomalies susceptibles d'influencer de manière significative les comptes et états financiers qui vous sont soumis.

En conséquence, nous certifions que les états financiers de la Société SONAR IARD arrêtés au 31 décembre 2011, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société.

2. Vérifications et informations spécifiques

Selon les dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le commissaire aux comptes vérifie la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

3. Respect des ratios prudentiels de la CIMA

3.1. Marge de solvabilité


La marge de solvabilité de la SONAR IARD au 31 décembre 2011 est excédentaire de 2 269 622 743 F CFA.

3.2. Couverture des engagements règlementés

Les engagements sont couverts à 120,69% en tenant compte des règles de dispersion.

Fait à Ouagadougou, le 13 avril 2012

Le Commissaire aux Comptes



Rosette C. RIFFARD NACRO
Expert-Comptable diplômée d'Etat
Inscrite au tableau de l'Ordre National des
Experts-comptables et Comptables Agréés
du Burkina Faso



RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Etabli en application des dispositions des articles 438 et suivants de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions des articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires, toute convention intervenue entre une société et l'un de ses administrateurs, ou son Directeur Général, soit directement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration qui en avise les commissaires aux comptes.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Nous n'avons pas été informés de la conclusion d'une convention au cours de l'exercice 2011.

2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice sous revue

La convention d'assistance technique conclue entre la SONAR IARD et la SONAR VIE, le 1er janvier 2001 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2011 a produit les effets ci-après :

Convention	Effets produits au cours de l'exercice 2011
Convention d'assistance technique	96 705 605
Total	96 705 605

Fait à Ouagadougou, le 13 avril 2012.


 Rosette C. RIFFARD NACRO
 Expert-comptable diplômée d'Etat
 Inscrite au tableau de l'Ordre National des
 Experts-comptables et Comptables Agréés
 du Burkina Faso



RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 08 MAI 2012 (COMPTES – EXERCICE 2011)

Première Résolution : Approbation des comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR IARD) tenue le 08 mai 2012 au Splendid Hôtel, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 2011 et du rapport général du Commissaire aux Comptes sur le bilan de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En outre, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 28 des statuts de la société, prend acte dudit rapport.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Cette résolution mise aux voix a été adoptée par acclamation à l'unanimité

Deuxième Résolution : Affectation des résultats

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR IARD) tenue le 08 mai 2012 au Splendid Hôtel, approuvant la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter de la manière suivante les résultats de l'exercice :

Bénéfice net de l'année :	462 388 550
Réserve légale (10%)	0
Solde restant	462 388 550
Report à nouveau	33 863 944
Bénéfice disponible :	496 252 494
Dividende brut (2800 *144000)	403 200 000
- dont IRVM de 12.5% de 403 200 000)	50 400 000
- dividende net (2450*144000)	352 800 000
Solde restant	93 052 494
Réserves facultatives	50 000 000
Report à nouveau	43 052 494

► **Les dividendes seront mis en paiement à partir du lundi 21 mai 2012.**

Cette résolution mise aux voix a été adoptée par acclamation à l'unanimité

Troisième Résolution : Renouvellement du mandat des Commissaires aux Comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR IARD) tenue le 08 mai 2012 au Splendid Hôtel décide de renouveler pour une période de **six (6) ans** couvrant les exercices **2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017**, les mandats des Commissaires aux Comptes ci-après qui sont arrivés à expiration :

► **Cabinet Rosette NACRO, Commissaire aux Comptes titulaire**

► **Cabinet Saïdou OUEDRAOGO, Commissaire aux Comptes suppléant.**

Cette résolution mise aux voix a été adoptée par acclamation à l'unanimité

Quatrième Résolution : Pouvoirs pour Formalités

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR IARD) tenue le 08 mai 2012 au Splendid Hôtel confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du Procès Verbal constatant ces délibérations, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publication.

Cette résolution mise aux voix a été adoptée à par acclamation à l'unanimité

ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

**“ Le risque est partout,
optez pour une protection individuelle
contre l'accident. ”**

